

Certificat de conformité à la directive Européenne
Certificate of compliance of European Directive
2011/65/UE (RoHS II)

Nous soussignés,
We, the undersigned,

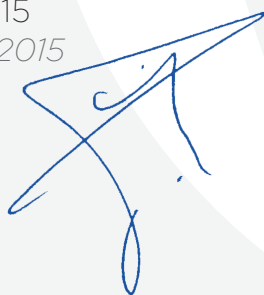
Certifions que les produits fabriqués par Electro-Shunt Industrie
Hereby certify that the products manufactured by Electro-Shunt Industrie

Satisfont aux exigences imposées par les directives 2011/65/UE (8 juin 2011) et 2015/863/UE (31 mars 2015) du Parlement Européen et du Conseil relatives à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, et spécifiquement que ces produits ne contiennent pas :
Are compliant with the requirements imposed by Directives 2011/65/EU (8 June 2011) and 2015/863/EU (31 March 2015) of the European Parliament and of the Council on the restriction of the use of certain hazardous substances in electrical and electronic equipment and specifically that these products do not contain:

- Plomb *Lead* (Pb ; 0,1 %)*
 - Mercure *Mercury* (Hg ; 0,1 %)*
 - Cadmium *Cadmium* (Cd ; 0,01 %)*
 - Chrome hexavalent *Hexavalent chromium* (Cr VI ; 0,1 %)*
 - Polybromobiphényles *Polybrominated biphenyls* (PBB ; 0,1 %)*
 - Polybromodiphényléthers *Polybrominated diphenyl ethers* (PBDE ; 0,1 %)*
dont le décabromodiphényléther *including decabromodiphenyl ether*
 - Phtalate de bis-(2-éthylhexyle) *Bis(2-ethylhexyl) phthalate* (DEHP ; 0,1 %)*
 - Phtalate de benzyle et de butyle *Butyl benzyl phthalate* (BBP ; 0,1 %)*
 - Phtalate de dibutyle *Dibutyl phthalate* (DBP ; 0,1 %)*
 - Phtalate de diisobutyle *Diisobutyl phthalate* (DIBP ; 0,1 %)*
- * valeur de concentration maximale tolérée en poids *maximum concentration value tolerated by weight*

Fait le 15/10/2015
Made on 15/10/2015

Pierre Omerin
President



ARTICLE 1 : GÉNÉRALITÉS

Toute commande emporte de plein droit de la part de l'acheteur son adhésion sans réserves à nos conditions générales de vente, et ceci notwithstanding toute(s) clause(s) contraire(s) figurant dans ses propres conditions générales d'achat et quel que soit le moment où ces dernières nous ont été communiquées.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT CONTRACTUEL

Nos offres ne nous engagent qu'après confirmation écrite des commandes. Cette confirmation pourra être expresse et adressée par écrit (fax, courriel, courrier) ou résulter de fait de la délivrance d'une facture ou d'une livraison. En outre, toute modification ou annulation de commande demandée par l'acheteur ne peut être prise en considération que si elle est parvenue par écrit dans les 8 jours suivant la confirmation de la commande initiale. A défaut, le prix des produits déjà fabriqués conformément à la commande initiale demeure exigible.

ARTICLE 3 : LIVRAISON

Nos marchandises sont présumées être livrées au moment du départ de nos entrepôts. Celles-ci voyagent aux frais et aux risques et périls de l'acheteur. Il appartiendra à l'acheteur de souscrire en conséquence toutes les assurances nécessaires pour garantir les marchandises contre tout risque d'incendie de vol ou de perte. A sa demande, nous pourrions assurer les marchandises, les frais de cette assurance étant intégralement pris en charge par l'acheteur. Les délais de livraison sont donnés à titre purement indicatif. En aucun cas un retard ou une impossibilité de livraison dû à des cas de force majeure ne peut donner lieu à des pénalités ou à des dommages et intérêts en faveur de l'acheteur ou justifier de l'annulation de la commande.

Sont considérés comme cas de force majeure pour l'application de la précédente disposition, la guerre, l'émeute, l'inondation, les cataclysmes naturels, les grèves totales ou le lock-out et l'impossibilité d'être approvisionné.

ARTICLE 4 : PRIX

Sauf stipulation contraire, nos fournitures sont facturées au prix en vigueur au jour de la confirmation de commande. Nos prix s'entendent hors impôts et charges, départ usine et emballage compris.

ARTICLE 5 : PAIEMENT

Nos factures sont payables à Bazeilles à 30 jours fin de mois, sauf stipulations contraires, par traite acceptée, billet à ordre, cheque ou virement SWIFT. En cas de règlement par traite acceptée, celle-ci devra nous être retournée sous huitaine. Les frais liés à une erreur de compte seront à la charge de l'acheteur. En cas de non paiement aux échéances, les sommes dues produiront intérêt de plein droit et sans mise en demeure au taux de 3 fois le taux de l'intérêt légal, et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros sera appliquée (art. L.441-6).

En outre, en cas de non paiement total ou partiel d'une commande à l'échéance, l'ensemble des sommes dues en raison de cette commande ou d'autres commandes déjà livrées ou en cours de livraison deviendrait immédiatement exigible.

Tout retard de paiement d'une commande à l'échéance entraînera de plein droit la suspension de l'exécution des commandes postérieures éventuellement en cours.

ARTICLE 6 : EMBALLAGES

Les emballages facturés ou non ne peuvent être considérés comme consignés et ne seront repris en aucun cas.

ARTICLE 7 : CLAUSE DE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

Le transfert de propriété des marchandises est subordonné au paiement intégral du prix à l'échéance. Toutefois, les risques sont transférés à l'acheteur dès la livraison. En cas de défaut ou de retard de paiement, le vendeur pourra unilatéralement et impérativement faire dresser l'inventaire des marchandises impayées détenues par l'acquéreur.

Par ailleurs, dans l'hypothèse d'une revendication des marchandises, le vendeur pourra signifier à l'acheteur la résolution de plein droit de la vente 8 jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

ARTICLE 8 : RÉCLAMATIONS

Les réserves émises à la réception des marchandises devront être impérativement, en application de l'article 1er du code de commerce, confirmées au transporteur par lettre recommandée avec accusé de réception dans les 3 jours suivant la réception, avec copie à notre Intention. Par ailleurs, tout défaut de conformité ou vice apparent dûment constaté par l'acheteur devra être signalé par écrit dans les 15 jours suivant la réception des marchandises. De même, en cas de vices cachés, l'acheteur pourra mettre en œuvre la garantie légale au plus tard dans le délai d'un mois suivant l'apparition du vice.

Les réclamations présentées dans les délais ci-dessus fixés et jugés fondés par notre service technique donnent droit à garantie. Dans ce cas, notre garantie est limitée, au choix du vendeur, à l'échange ou remboursement des marchandises contre restitution des marchandises défectueuses. Notre société ne sera tenue en aucune façon à réparer les autres dommages provoqués par cette défectuosité.

ARTICLE 9 : RISQUES D'UTILISATION

L'utilisation des marchandises vendues relève exclusivement de la responsabilité de l'acheteur. Il devra se conformer aux conseils techniques oraux ou figurant sur la fiche d'utilisation : ces conseils n'ont qu'une valeur d'information et ne dispensent pas l'acheteur de vérifier lui-même l'adaptation des produits aux buts recherchés. En cas d'utilisation des marchandises vendues non conforme à nos conseils, l'acheteur ne pourra se prévaloir de la garantie légale visée à l'article précédent.

ARTICLE 10 : DROIT APPLICABLE

Le présent contrat est soumis au seul droit français.

ARTICLE 11 : TRIBUNAL COMPÉTENT

Tous les litiges nés du présent contrat seront soumis à la compétence du Tribunal de Commerce de Sedan.

ARTICLE 1: GENERALITY

All orders imply ipse juro the purchaser's unreserved adherence to our terms of sale, and this notwithstanding any contrary clause(s) figuring in his own terms of purchase, regardless of when the latter are communicated to us.

ARTICLE 2: CONTRACTUAL OBLIGATION

Our offers are only binding on us after written confirmation of orders. This confirmation may be expressed and sent in writing (by fax, email or post) or take the form of the delivery of an invoice or the delivery of goods. Moreover, any alteration or cancellation of an order requested by the purchaser may only be taken into consideration if we have received this request in writing within 8 days following confirmation of the initial order. Failing this, the price of products already manufactured in conformity with the initial order will remain payable.

ARTICLE 3: DELIVERY

Our goods are regarded as having been delivered at the time of their leaving our warehouses. Goods travel at the purchaser's expense and at his risk. It is therefore incumbent on the purchaser to take out the necessary insurance to guarantee the goods against all risk of fire, theft or loss. At his request we may insure the goods. The purchaser being wholly responsible for the cost of his insurance. Delivery dates are given purely as an indication. Under no circumstances can late delivery or failure to deliver goods where caused by force majeure give rise to penalties or damages in favour of the purchaser or justify cancellation of the order. For the application of the preceding clause war, riot, fire flood, natural catastrophes, all-out strikes or lock-outs or its being impossible to receive supplies will be considered to constitute force majeure.

ARTICLE 4: PRICES

Unless otherwise stipulated, our supplies are invoiced in accordance with the prices applicable on the day on which the order is confirmed. Our prices are understood to be exclusive of taxes and charges, ex-works, packing included.

ARTICLE 5: PAYMENT

Our invoices are payable at Bazeilles at 30 days from the end of the month, and unless otherwise stipulated, payment may be accepted draft, bill to order, cheque or SWIFT transfer. Should payment not be received by the settlement date, the sums due will ipse juro and without formal notice be subject to interest at 3 times the legal interest rate, and lump sum compensation for recovery costs of €40 will be applied.

Furthermore, in the case of total or partial non-payment of an order by the settlement date, all sums due by reason of this order or other orders already delivered or in the course of being delivered will immediately become payable.

Any late payment or failure to pay for an order by the settlement date will ipse juro result in the suspension of the carrying out of any further orders which may be in process.

ARTICLE 6: PACKAGING

Packaging, whether or not invoiced, cannot be considered as having a deposit on them, and will in no case be taken back.

ARTICLE 7: RESERVE OF OWNERSHIP CLAUSE

The transfer of ownership of the goods is subject to full payment of the price by the settlement date. However, all risks are transferred to the purchaser on delivery. In default of payment or should payment be late, the seller may unilaterally and imperatively have an inventory drawn up of the unpaid goods held by the purchaser. Should a claim be made in respect of the goods, the seller may ipse juro inform the seller of the cancellation of the sale 8 days after the sending of formal notice by recorded delivery where this formal notice has remained fruitless.

ARTICLE 8: CLAIMS

Reserves expressed on receipt of the goods shall imperatively, in application of Article 1 of the Commercial Code, be confirmed to the carrier by means of a letter sent by recorded delivery within 3 days following reception and a copy addressed to us.

Moreover any non-conformity or visible defect duly noted by the purchaser shall be signalled in writing within 15 days following reception of the goods.

Similarly, in the case of hidden defects, the purchaser may implement the legal guarantee at the latest within one month following the appearance of the defect.

Claims presented within the periods stipulated above and judged to be founded by our technical department give the right to guarantee. In this case, our guarantee is limited to the payment or the replacement of the goods on return of the faulty goods.

Our Company will not in any case be bound to repair other damages caused by the faulty goods.

ARTICLE 9: RISKS IN USE

Use of the goods sold remains the exclusive responsibility of the purchaser. He shall conform to any verbal technical instructions given in the user's manual : these instructions however are to be regarded as being given for the purposes of information and do not dispense the purchaser from himself checking that the goods are suitable for his purposes.

Should the goods sold be used in a manner which does not conform to our instructions, the purchaser may not implement the legal guarantee referred to in the preceding article.

ARTICLE 10: LAW APPLICABLE

The present contract is exclusively subject to French law.

ARTICLE 11: COMPETENT COURT

Any disputes arising from the present contract shall be submitted to the Commercial Court of Sedan.